

l'usine électrique de Chippewa, construite par sir Adam Beck sur la rivière Niagara, tout près des chutes. Elle y constatera le plus grand triomphe que le génie civil ait jamais obtenu au Canada ou dans aucun autre pays du monde en pareille matière. Les générateurs ont été fabriqués à Toronto et le travail a été fait, en grande partie, par des ouvriers canadiens. Or, au moment où cette usine va prouver son utilité, il se produit un mouvement, sous l'inspiration du Pacifique, pour nous signaler que la nationalisation des chemins de fer ayant eu des résultats désastreux aux Etats-Unis et au Canada, il faut passer nos chemins de fer à quelqu'un qui saura en prendre soin. Je ne suis pas de cet avis.

Que faire pour résoudre la question du transport? Si M. l'Orateur veut bien suspendre la séance comme s'il était six heures, et si la Chambre est disposée à m'accorder une demi-heure à la reprise de la séance, je traiterai alors la question.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. W. F. MACLEAN (York-Sud): Quand la séance a été suspendue, j'étais sur le point de parler du grief des cultivateurs concernant l'envoi de leurs produits au marché. Je voudrais ajouter à ce que le chef du parti progressiste en a dit. Ce grief résulte des frais de transport et il est sérieux. A l'instar des cultivateurs des Etats-Unis, les nôtres se plaignent que lorsqu'ils ont vendu à peu près tout leur grain, le prix augmente, et ils attribuent surtout aux frais de transport la perte que cette différence de prix représente pour eux. Or, ils ne pourront obtenir satisfaction quant aux frais de transport, que par l'adoption du mode suivi aux Etats-Unis et suggéré par mon honorable ami (M. Crerar). Aux Etats-Unis, les mots "orderly marketing", "livraison par ordre sur le marché", sont bien connus; ils signifient en grande partie ce qui se pratiquait ici avec succès durant la guerre, sous l'empire de la commission des grains. Cette commission maintenait assez bien le prix. Le grain était vendu, l'argent mis en commun puis partagé à la fin de la saison. Ni les spéculateurs, ni les marchands de farine, ni les minoteries qui avaient empli leurs élévateurs pendant la baisse ne pouvaient tirer avantage de l'état du marché. C'est un système comme celui-là et conforme au mode suivi aux Etats-Unis, qu'il nous faudrait maintenant adopter. Cependant, au

Canada il devrait être appuyé par le crédit du Gouvernement, comme il l'est aux Etats-Unis. Deux conditions sont donc requises: meilleure administration des chemins ou, en d'autres termes, nationalisation des chemins de fer, et crédit du Gouvernement.

Que doit faire le Gouvernement? Il nous a dit qu'il se proposait de coordonner les chemins de fer. Que veut-il dire? "Fusionner", selon l'idée exprimée par le chef des progressistes, ou bien "coordonner", selon l'idée du Gouvernement, c'est-à-dire faire exploiter le réseau national, qui comprend l'Intercolonial, le Grand-Tronc-Pacifique, le Grand-Tronc, le Transcontinental et autres lignes, séparément, comme cinq réseaux distincts, dotés de cinq présidents, de cinq comités exécutifs, et dans certaines localités, comme Vancouver, par exemple, de deux différentes gares, ce qui coûterait fort cher? Quel sens l'honorable député de Marquette attache-t-il au mot "coordination", dans le présent cas?

En se servant de cette expression, voulait-il parler de l'administration distincte que j'ai suggérée à l'instant, ou de la fusion et des économies qui en résulteraient? Celle-ci contribuerait beaucoup à réduire les frais du transport, et c'est précisément ce que la population désire. Est-ce bien là ce qu'il veut dire?

L'hon. M. CRERAR: Certainement, c'est ce que j'entends.

M. MACLEAN (York-Sud): Si c'est aussi la pensée du premier ministre, je m'en tiendrai là. Je ne lui demande pas de dire si c'est le sens de ses paroles; cependant, tel est le problème qui se pose aujourd'hui aux habitants du pays.

L'hon. MACKENZIE KING: Dans sa déclaration à la Chambre, le ministre des Chemins de fer (M. Kennedy) dira clairement quelle est notre pensée à ce sujet. Entre temps, pour dissiper les doutes qu'entretient mon honorable ami, je puis lui dire que le Gouvernement se propose de n'avoir qu'un conseil d'administration qui exploitera tout le réseau de façon à opérer des économies et à rendre de plus grands services comme l'honorable député a en l'idée.

M. MACLEAN (York-Sud): J'espère que les intentions de mon honorable ami sont conformes à ses déclarations. Autrement, nous aurons plus tard l'occasion de proposer un amendement—les occasions de le faire sont nombreuses; j'avais en l'idée que nous ne pouvions proposer qu'un amendement au cours de ce débat, mais il n'en est rien; c'est lorsqu'on invite la